

## **CONSULTATION PUBLIQUE SUR L'ACCES AUX BOITES AUX LETTRES**

Aujourd'hui notre société est le leader dans la programmation des services Vigik, en 6 ans d'existence, nous avons programmé 80 000 entrées d'immeubles soit 1 600 000 foyers pour différents prestataires : services de sécurité, prestataires privés, professionnels de l'immobilier et offices sur le territoire Français.

Depuis la création de POINTCLE, nous avons travaillé en toute transparence avec le propriétaire de l'immeuble puisque nous demandons systématiquement une autorisation écrite pour chaque adresse et chaque prestataire conformément à notre charte tripartite ( propriétaire de l'immeuble – opérateur – pointcle)

Le parc immobilier Français équipé d'un contrôle d'accès Vigik représente 1/10eme du patrimoine national.

Quels sont les moyens de la poste pour accéder sur les 9/10eme restant ?

Dans la consultation, on ne parle que des intervenants mais jamais du propriétaire du contrôle d'accès.

Pourquoi les propriétaires du contrôle d'accès ont-ils installés Vigik ?

1. Serait-ce pour : Maîtriser les accès des intervenants ou des sociétés, il faut savoir qu'un immeuble est visité en moyenne par 4 sociétés par jour sans savoir qui rentre et sort.
2. Une obligation réglementaire : cf. loi sécurité
3. Ou finalement opter pour donner l'accès à toutes sociétés non identifiées d'intérêt commercial ?

Il semblerait que les codes natifs ne soient pas la solution, puisque cela se fera à l'insu du propriétaire de l'immeuble et demain ci c'est le cas, ils installeront un système plus fiable.

L'accès aux boites aux lettres ne concerne aujourd'hui que les opérateurs postaux qui ont une licence postale, comment différencier l'opérateur national et régional. Auront-ils les même droit ?

Ont le sait pertinemment que l'accès aux immeubles est un enjeu colossal pour toute société qui détiendrait les entrées.

Pour les groupes qui ont eu une licence postale, leurs filiales peut-elles exercer d'autres activités commerciales que la distribution du courrier sous couvert d'une licence postale, qu'en pensent les bailleurs, et l'ARCEP.

Aujourd'hui techniquement, il n'est pas possible d'affirmer qu'une entité détenant une licence postale n'utilisera pas les accès fournis dans le cadre de la réglementation postale à d'autres fins que la distribution du courrier.

Demain, je suis distributeur de PNA mais je n'ai pas de licence postale, je ne peux accéder aux boîtes aux lettres, que dois je faire, quant je vois mes concurrents directs accéder aux boîtes aux lettres ?

Rappelons que la distribution du courrier s'effectue principalement le matin entre **8h30 et 12h**.

Toutes les distributions de courriers recommandés ou de colis ne sont pas concernées par l'accès aux boîtes aux lettres puisqu'il doit obligatoirement avoir une signature lors de la remise en main propre.

Pour la gouvernance de Vigik, la poste est propriétaire et opérateurs les deux ne sont pas compatibles, pour raison d'équité.

Aldo Schilardi  
POINTCLE